

## Congrès de Versailles

### Discours de François Zocchetto, Président du groupe UDI au sénat

Messieurs les Présidents,  
Monsieur le Premier ministre,  
Mesdames et messieurs les membres du  
gouvernement,  
Mesdames et messieurs les députés, mes  
chers collègues,

La communauté nationale dans son ensemble  
avait été touchée en janvier dernier au travers  
de cibles honnies par les terroristes.



Vendredi dernier, l'horreur a changé de vecteur.

Elle ne visait plus seulement des symboles. Elle visait la jeunesse dans sa diversité, notre quotidien. Elle voulait nous toucher au cœur.

Je pense aux victimes, françaises et étrangères, aux blessés, à leurs familles, à leurs amis, aux témoins de ces atrocités.

Je pense à ceux qui continueront à souffrir de ces attaques, dans leur chair et dans leur âme, pendant toute leur vie.

Je souhaite rendre hommage aux forces de l'ordre, aux personnels hospitaliers, à toutes celles et ceux qui bénévolement, anonymement, ont tendu leur main pour secourir leurs concitoyens.

Je souhaite également saluer ces agents de l'ombre, dont je suis certain qu'au cours des mois écoulés, ils nous ont épargné d'autres drames. Ne les oublions pas.

Face à la barbarie, la République doit demeurer forte.

Jamais la France depuis la seconde guerre mondiale n'a subi une telle attaque. Car oui, les événements du 13 novembre ne sont pas que des attentats. Ce sont des actes de guerre.

L'objectif des terroristes est clair : ils souhaitent nous faire souffrir, nous effrayer, bouleverser nos habitudes pour nous faire, finalement, perdre la raison. Ils souhaitent nous opposer les uns aux autres, nous pousser à renier nos valeurs pour nous rabaisser à leur niveau.

La République doit rester unie. Elle doit poursuivre et châtier ses assaillants. Pour cela, nous devons être lucides, méthodiques et déterminés.

Soyons lucides : nous sommes engagés dans une guerre d'une nature particulière.

Ces fanatiques n'envisagent que deux options : nous asservir ou nous tuer. Leur détermination est absolue. La mort n'est pas pour eux un sacrifice. De ce fait, c'est une guerre spéciale qui s'engage car il ne pourra y avoir de compromis.

Soyons lucides face à la nature et la force de notre ennemi. Ne le sous-estimons pas. Il occupe militairement un large territoire. Ses dizaines de milliers d'hommes y soumettent les populations. Les

volontaires affluent, mués par le fanatisme religieux, par l'aigreur, par l'ignorance. Il maîtrise les outils techniques, financiers et médiatiques.

Nous devons agir avec méthode.

Nous sommes mobilisés sur notre sol et à l'extérieur. La France ne sera pas en paix tant que ces fanatiques trouveront refuge en Syrie, en Irak ou ailleurs.

Le monde s'est couvert des couleurs de notre drapeau depuis vendredi. La société internationale nous écoute. Bien que les Etats-Unis ne prennent pas toutes leurs responsabilités, des solutions multilatérales existent. Nous pouvons également demander une action collective des Nations-Unies au titre du chapitre VII de sa Charte. L'OTAN doit également appuyer cette entreprise de légitime défense.

Quelle que soit la forme de cette intervention, nous ne pourrons agir exclusivement par voie aérienne. Depuis plus d'un an en Irak et depuis quatre mois en Syrie, nos frappes n'ont pas eu l'effet escompté. Pour vaincre, nous allons devoir infléchir nos positions diplomatiques. Nous devons trouver de nouveaux partenaires pour intervenir au sol. Je pense aux Kurdes, à l'Iran, à la Turquie mais aussi à la Russie, sans oublier l'Etat syrien.

Bashar el Assad a une large responsabilité dans la montée en puissance du djihadisme en Syrie. C'est une évidence. Toutefois, nous ne pouvons plus faire de la question de son sort personnel le préalable à la consolidation de la coalition. Les circonstances nous imposent de hiérarchiser les monstres et dans le classement de la barbarie, Daesh est notre ennemi absolu.

Pour l'emporter, nous avons également besoin de constance dans l'action. Les décisions qui seront prises ne pourront pas être révisées dans quelques mois. Elles doivent être l'aboutissement d'un consensus national qui nous engagera pour les années à venir.

Dans l'immédiat, nous devons combattre l'infiltration sur notre sol de djihadistes étrangers, combattre sans concession la radicalisation et prendre, au-delà de ces causes immédiates, le mal à la racine.

Depuis janvier dernier, la situation s'est encore détériorée : les tensions augmentent, le communautarisme se renforce. J'ai à cet instant une pensée forte pour les élus locaux qui luttent contre ces phénomènes au quotidien, et qui tous, en tant que garants du vivre ensemble, font face aux inquiétudes de nos concitoyens.

Les apprentis terroristes français sont aussi le produit de l'échec de nos politiques et de nos lâchetés depuis plusieurs décennies.

Notre modèle d'intégration a failli et cet échec porte la destinée des terroristes qui sont nés en France. Nous devons comprendre pourquoi des fils de France se sont abandonnés à nier les valeurs de la République.

Il en découlera des politiques publiques de longue haleine, caractérisées par moins de renoncements, de relativisme et de naïveté. Il faudra des décennies pour changer à nouveau la face de notre société. Ce chemin passe par la culture et l'éducation. Elles sont les grands ennemis des barbares. Elles sont pour nous des alliés et des armes.

Pour gagner cette guerre, nous devons être déterminés. Notre combat aura un coût humain, financier et bousculera quelques-unes de nos traditions.

Il y aura malheureusement d'autres attentats, sur notre sol et dans d'autres pays. Je crains que la litanie des pays touchés ne fasse que s'allonger : Mali, Nigéria, Tunisie, Egypte, Russie, Turquie, Liban, pour ne pas parler de l'Afghanistan, de l'Irak ou de la Syrie affectés au quotidien. Tous les projets d'attentats ne pourront être déjoués à temps. Il y aura d'autres victimes. Engagés sur plusieurs fronts, certains de nos soldats ne reviendront pas.

Cette guerre aura une implication financière. Si ce combat est réellement une priorité, et il ne peut que l'être, il faudra accepter que d'autres politiques publiques soient moins prioritaires. Ce qui fera inévitablement grincer des dents. Soyons-en conscients.

Au-delà, pour notre démocratie, concilier cette guerre avec nos idéaux sera l'enjeu des prochains mois.

Nous ne pouvons plus tolérer que des milliers d'individus fanatisés soient libres de répandre leur venin dans la société. Le premier des Droits de l'Homme et du Citoyen, c'est la sûreté. C'est notre devoir de parlementaire que de le garantir à nos concitoyens.

Nous devons interpellier et isoler ces personnes, si besoin dans un cadre légal exceptionnel. Vis-à-vis de ceux qui nous menacent et nous haïssent, il ne s'agit plus d'être seulement dans la réaction. C'est à nous de prendre l'initiative, de bousculer leurs organisations, leurs projets, leurs réseaux. Jusqu'à maintenant, la vie a été pour eux trop facile. Ils profitent des garanties d'un Etat de Droit qu'ils veulent anéantir.

Le régime de l'état d'urgence doit être actualisé. Notre besoin de réactivité en matière de renseignement dans ces circonstances si particulières devrait conduire à suspendre certaines lourdeurs.

Nous devons également protéger nos concitoyens de confession musulmane des prêcheurs radicaux qui mettent des dizaines de mosquées au ban de la République. La laïcité n'est pas un slogan. C'est un combat. Il faut expulser de notre territoire les imams intégristes étrangers qui distillent leur message de haine et de mort. Aucun propos ambigu ne doit bénéficier d'une présomption de doute bienveillante.

Notre devoir est aussi de protéger et de rassurer nos concitoyens musulmans. Nous devons donner à l'Islam les mêmes garanties qu'aux autres cultes et lui imposer les mêmes restrictions au nom de l'ordre public. Il me semble ainsi nécessaire d'ouvrir un débat dépassionné sur l'adaptation de la Loi de 1905 à la mise en place d'un Islam de France. Nous devons envisager son financement, la formation de ses imams mais aussi le contrôle de ses lieux de culte.

Enfin, nous avons besoin d'une meilleure coordination de la communauté du renseignement et de la police dans le cadre européen. On parle beaucoup du PNR. Il est indispensable mais d'autres solutions devront également être mises en œuvre pour croiser les profils des apprentis terroristes. Ainsi, la Belgique ne peut plus faire office de base arrière pour les djihadistes européens.

La question de l'avenir de Schengen est posée. Nous avons besoin de l'adapter aux circonstances nouvelles. Malheureusement, les exigences de sécurité devront, pour un temps au moins, reprendre le dessus.

L'unité nationale, à laquelle nous sommes tous attachés en ces heures difficiles, nous impose d'être à la hauteur de ce que nos concitoyens attendent du Parlement et de l'ensemble des pouvoirs publics.

Personne ne dispose seul de l'intégralité des solutions pour permettre à notre Nation de se relever et de vaincre. Nous devons donc travailler ensemble pour construire la réponse que la France doit adresser à tous ceux qui pensent la réduire.

Nous avons un devoir de responsabilité à l'égard de nos concitoyens.

Je vous remercie.